

ceux qui ont fait le sacrifice suprême de leur vie et ceux qui seront blessés. Ce n'est qu'après avoir procuré des soins médicaux et avoir vu à la formation professionnelle de ceux qui ne pourront plus occuper leurs anciens postes, que nous pourrons nous occuper du rétablissement civil général des autres membres des forces armées de Sa Majesté. Tout gouvernement ou toute entreprise qui ne s'occuperait pas des hommes qui portent les initiales G.S. sur la manche de leur tunique militaire ne serait pas digne d'occuper un rang dans notre vie nationale. Nous aurons des milliers de citoyens de plus qui auront appris à travailler et à produire plus que jamais. Cette aptitude à produire est un nouvel actif. Il n'y a pas à en douter: l'espoir du Canada dans l'avenir est dans le travail. Les produits du labeur de nos gens doivent rendre service à autrui et non servir à la destruction.

La ferme, la forêt, la mine et la pêche doivent être coordonnées à cause de leur grande importance dans le vaste rendement industriel dont nous disposons actuellement. Des marchés au pays et à l'étranger doivent être établis sur une plus grande échelle si nous voulons maintenir l'emploi de la main-d'œuvre et assurer à tous un niveau raisonnable d'existence après la guerre. On ne peut atteindre ce but que si nous mettons sur le même pied nos producteurs primaires et secondaires.

Permettez-moi à ce sujet de rappeler la place et l'importance de l'agriculture. Avec les 750,000 familles qui la composent, notre classe agricole pourrait devenir un débouché sans pareil pour nos produits ouvrés. Malgré la disparité dont elle était depuis si longtemps la victime dans le domaine des prix, elle achetait avant la guerre environ la moitié de tous les articles de fabrication vendus au pays. Les chemins de fer lui devaient le quart de leur trafic-marchandises et les camionneurs n'avaient presque pas d'autres clients. Pour plusieurs années avant l'ouverture du conflit, les produits agricoles comptaient pour 40 p. 100 de toutes nos exportations. On s'accorde en général à reconnaître que notre population rurale offre à l'industrie canadienne son meilleur débouché. Mais le cultivateur ne saurait dépenser plus qu'il ne gagne. Le montant des salaires que peuvent se répartir les ouvriers et ouvrières de chez nous dépend en grande partie des sommes mises en disponibilité par nos producteurs primaires. On reconnaît depuis longtemps que le chômage est en fonction de l'écart qui existe entre les revenus des producteurs primaires et ceux des producteurs secondaires. Nous n'arriverons à une production maximum, à l'embauchage intégral et, partant, à la prospérité, qu'en assurant aux diverses classes de la société l'égalité de conditions.

[L'hon. M. Rowe.]

Aucune classe de la société n'a besoin d'autant d'articles de fabrication que la classe des agriculteurs. Chez bien peu de cultivateurs se trouvent les commodités modernes. Au moins 700,000 d'entre eux ont besoin d'appareils électriques, de bains, pour ne pas parler des choses les plus ordinaires. Un nombre semblable devraient réparer leurs bâtiments de ferme et remplacer, ou moderniser, leur outillage. Le montant qui, de cette source, peut venir aider à rendre plus complet l'embauchage industriel au cours de l'après-guerre n'est limité que par les disponibilités des agriculteurs une fois leurs impôts acquittés. Pendant maintes années antérieures à la guerre, notre classe agricole qui comptait pour 35 p. 100 de la population ne recevait que 12 p. 100 environ du revenu national. Pendant la lutte à mort dans laquelle nous sommes engagés, notre principale préoccupation doit être de produire les armes nécessaires à la destruction de l'ennemi. Toutefois, ce n'est qu'au moment où notre consommation domestique offrira le débouché principal à notre production que les pleins effets de cette économie déséquilibrée se feront sentir. Ce n'est pas en maintenant l'agriculture dans le rôle de parent pauvre de notre économie que nous assurerons la solidité de notre prospérité dans l'après-guerre. Depuis longtemps nous avons abandonné l'agriculteur à son sort malheureux: Pendant la crise du temps de paix, il a été la victime des tendances étrangères vers la déflation. En période de prospérité due à la guerre, il est sacrifié à la crainte de l'inflation qui inspire notre population. Il est ridicule de comparer les prix actuels à ceux d'il y a dix ans. La marge d'erreur ne peut s'évaluer qu'en rapport avec les prix d'autres denrées ou avec les sommes requises par le cultivateur pour s'assurer sa part de la production dans la période d'embauchage plus complet de l'après-guerre.

Il n'est pas moins alarmant de constater la négligence du Gouvernement à s'intéresser aux autres grandes industries de base, les exploitations minières et forestières. Après l'agriculture, c'est la forêt qui emploie le plus grand nombre de bras et contribue le plus à la prospérité nationale. Les découvertes récentes et les nouvelles méthodes d'utilisation des produits de la forêt laissent entrevoir une multitude de nouveaux développements tant au pays qu'à l'étranger. Cependant, aux recherches si nécessaires dans ce domaine et à tous les autres services forestiers, le Gouvernement consacre une somme moins importante qu'aux parcs nationaux. On n'a mentionné aucun programme qui soit de nature à encourager ou à inspirer quelque confiance dans l'expansion de cette grande industrie. Les opérations forestières versent annuellement au fisc une